

# LES RDV DE GRENELLE

Travail et emploi : situation et perspective



## LA CONJONCTURE DU MARCHÉ DU TRAVAIL AU 2<sup>E</sup> TRIMESTRE 2019

FOCUS : LE MARCHÉ DU TRAVAIL EN FRANCE :  
BILAN DES DEUX DERNIÈRES ANNÉES ET PERSPECTIVES



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DU TRAVAIL

# DARES

direction de l'animation de la recherche,  
des études et des statistiques

**A**u 2<sup>e</sup> trimestre 2019, la croissance du produit intérieur brut (PIB) en volume en France reste stable à +0,3 % en glissement trimestriel, se maintenant à un bon rythme au regard de ses partenaires européens. Dans la zone euro, la situation est particulièrement dégradée en Allemagne qui voit son activité reculer de 0,1 % du fait des difficultés du secteur industriel, pénalisé par des exportations en nette baisse ce trimestre. En dépit du moindre dynamisme de l'activité, l'emploi salarié reste plutôt dynamique en France avec la création nette de 56 200 postes. La bonne tenue de l'emploi malgré le ralentissement de l'activité depuis 2017 continue de peser sur les gains de productivité du travail qui stagnent ce trimestre à +0,1 % en glissement annuel, bien en-deçà du rythme tendanciel affiché depuis 2011 (+0,9 %). La nouvelle baisse du taux de chômage à 8,5 % en France - son niveau le plus bas depuis le début 2009 - s'accompagne d'une quasi-stagnation du taux d'activité. Les salaires de base continuent quant à eux leur lente progression, mais le salaire moyen par tête, qui tient compte de l'ensemble des rémunérations (primes comprises) ainsi que de la structure de la main-d'œuvre, connaît un ralentissement sensible ce trimestre. Outre l'arrêt de l'effet de la prime exceptionnelle de fin d'année annoncée fin 2018, ce résultat est à mettre en regard de la faiblesse des gains de productivité.

**Graphique 1 - Taux de croissance du PIB en volume et climat des affaires en France**



Source : Insee, Comptes trimestriels et enquêtes de conjoncture.

# 1 La croissance de l'activité reste relativement robuste au 2<sup>e</sup> trimestre 2019, l'emploi salarié est dynamique même s'il ralentit sensiblement

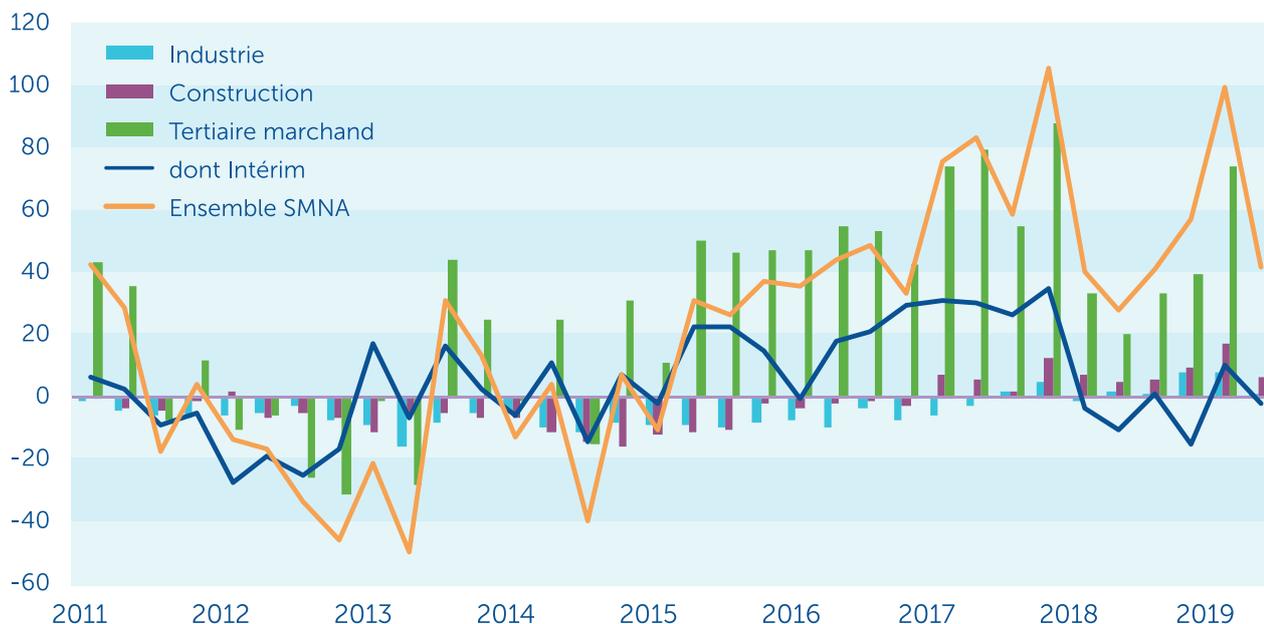
Au 2<sup>e</sup> trimestre, le produit intérieur brut (PIB) en volume progresse de 0,3 % en France, au même rythme qu'au trimestre précédent, comme prévu par l'Insee en juin dernier<sup>1</sup>. Cette relative robustesse de l'activité se retrouve du côté du climat des affaires qui reste plutôt favorable : après s'être dégradé tout au long de l'année 2018, il s'est redressé début 2019 pour se situer bien au-dessus de sa moyenne de long terme au mois de juillet.

Dans le même temps, l'emploi salarié privé ralentit ce trimestre mais reste dynamique à +0,2 % (soit 56 200 postes supplémentaires), après +0,4 % au trimestre précédent (102 600 postes). Tous les secteurs d'activité participent à ce ralentissement de l'emploi. Le secteur tertiaire marchand reste le premier contributeur aux créations nettes d'emplois avec 35 600 postes hors intérim créés, après +64 200 postes au 1<sup>er</sup> trimestre. Le secteur de la construction enregistre une hausse de 6 400 postes, après +17 400 le trimestre précédent, et l'industrie 1 400 postes (après +7 900). Enfin, les effectifs intérimaires sont quasi-stables ce trimestre à -1 700 postes, après +10 100 au 1<sup>er</sup> trimestre.

En revanche, l'emploi tertiaire non marchand connaît un rebond ce trimestre (+12 500) sous l'effet de la hausse de l'emploi public (+10 500, après +2 200), après avoir stagné au 1<sup>er</sup> trimestre (+1 600).

Le relatif dynamisme de l'emploi salarié du secteur marchand non agricole depuis le début 2018 (environ 51 000 emplois créés en moyenne par trimestre), dans un contexte de ralentissement de l'activité économique depuis 2017<sup>2</sup>, continue à peser sur les gains de productivité. Au 2<sup>e</sup> trimestre 2019, malgré le maintien de la croissance du PIB à un rythme plus soutenu que ses partenaires européens, la productivité apparente du travail<sup>3</sup> ressort en quasi-stagnation par rapport au 2<sup>e</sup> trimestre 2018 (+0,1 %), soit bien en-deçà de sa valeur tendancielle depuis la sortie de crise (+0,9 % depuis le début 2011).

**Graphique 2 - Évolution de l'emploi salarié du secteur marchand non agricole par grand secteur - glissements trimestriels en milliers**



Note : l'intérim est ici inclus dans le secteur marchand.  
 Champ : France hors Mayotte.  
 Source : Insee, Dares, Acoss - Données corrigées des variations saisonnières en fin de trimestre.

1 Dans sa note de conjoncture de juin 2019, l'Insee prévoyait une croissance du PIB de +0,3 % au 2<sup>e</sup> trimestre.  
 2 En France, la croissance du PIB en volume est passée de 2,4 % en 2017 en moyenne annuelle à 1,7 % en 2018. D'après l'institut Consensus Forecasts, elle devrait se situer à 1,3 % en 2019.  
 3 La productivité apparente du travail rapporte la valeur ajoutée du secteur marchand non agricole (SMNA) à l'emploi SMNA.

## 2 Les créations d'entreprises atteignent un nouveau point haut

En juin 2019, les créations d'entreprises progressent (+3,0 %) pour atteindre un niveau record - depuis 2000 - avec 68 000 nouvelles entreprises créées. Cette progression est portée aussi bien par les entreprises classiques (+3,4 %) que par les microentreprises (+2,5 %)<sup>4</sup>. Sur l'ensemble du 2<sup>e</sup> trimestre 2019, c'est un peu moins de 200 000 nouvelles entreprises qui voient le jour, faisant suite au précédent record atteint du 1<sup>er</sup> trimestre, soit une progression de 15,3 % sur un an. Le secteur de soutien aux entreprises est celui qui contribue le plus à cette hausse : au 2<sup>e</sup> trimestre 2019 par rapport au même trimestre un an auparavant, le nombre de créations croît de 7 000 dans ce secteur (dont +2 100 pour les activités de conseil pour les affaires et autres conseils de gestion).

Les créations de microentreprises continuent ainsi d'afficher une tendance à la hausse depuis 2017. La pérennité des microentreprises s'améliore aussi progressivement : selon l'Insee<sup>5</sup>, la part des autoentrepreneurs toujours actifs trois ans après leur immatriculation est plus élevée pour la génération de 2014 que celle de 2010 (36 % contre 30 %). Cette proportion est cependant bien inférieure à celle des entreprises classiques (63 %). La pérennité des microentreprises dépend fortement du secteur d'activité : elle est la plus élevée dans la santé humaine et l'action sociale et dans l'enseignement (respectivement 60 % et 48 %). À l'inverse, la proportion de microentreprises toujours actives trois ans après leur enregistrement est la plus faible dans les activités immobilières et dans le commerce et réparation automobile (respectivement 27 % et 28 %).

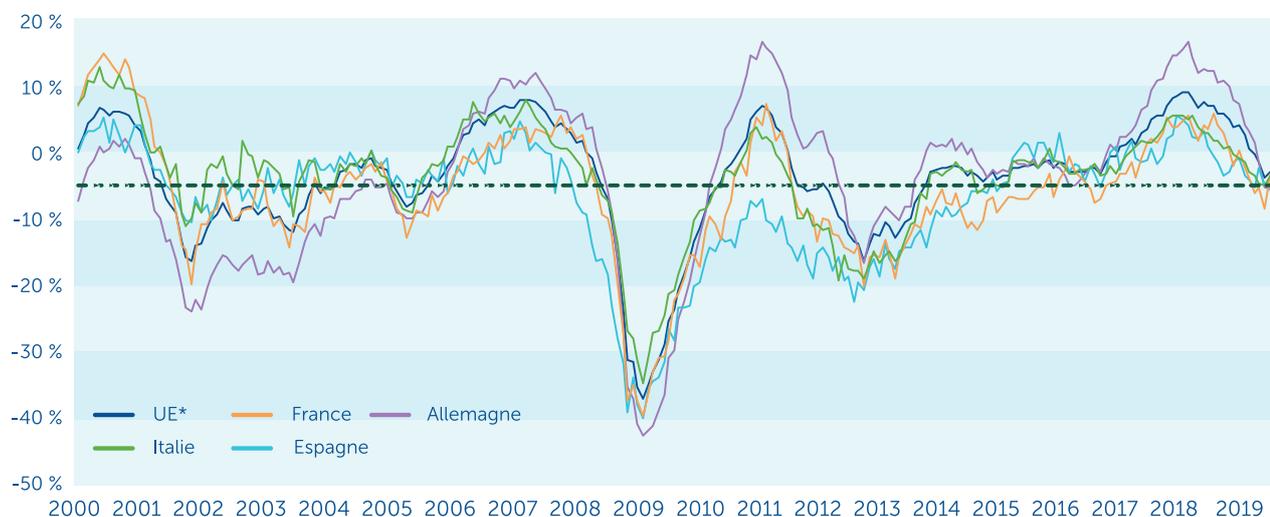
## 3 L'industrie pèse sur l'activité de la zone euro

Le ralentissement de la croissance du PIB en zone euro au 2<sup>e</sup> trimestre (+0,2 %, après +0,4 %) s'explique en grande partie par les mauvais résultats enregistrés en Allemagne (-0,1 %, après +0,4 %) et en Italie (+0,0 %, après +0,1 %). En Allemagne, l'indicateur du climat économique est au plus bas et se situe au niveau de sa moyenne de long terme, à la différence de la France et de l'Espagne pour lesquels il se maintient à un niveau nettement plus favorable.

Les difficultés allemandes proviennent essentiellement du secteur industriel qui voit sa production reculer du fait de la baisse de ses exportations en volume<sup>6</sup> (-1,3 % au

2<sup>e</sup> trimestre par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre, après +1,7 %). Cette baisse des exportations allemandes s'explique par le ralentissement du commerce mondial, et plus précisément par le moindre dynamisme de la croissance du PIB en Chine et par les retombées de la guerre commerciale lancée par les Etats-Unis. Ainsi, pour l'ensemble de l'Union européenne, l'indicateur de confiance dans l'industrie<sup>7</sup> se situe un peu en-deçà de sa moyenne de long terme à la fin du 2<sup>e</sup> trimestre, toujours en grande partie du fait de la dégradation en Allemagne, dont l'indicateur correspondant chute depuis le début de l'année 2019.

Graphique 4 – Indicateur de confiance dans l'industrie dans l'Union européenne – soldes d'opinion en %



\* Union européenne sans le Royaume-Uni.  
Source : Commission européenne – DG-ECFIN.

4 Les dernières données de juillet montrent une stabilité des créations d'entreprises toutes tailles confondues (+0,0 %). Les créations d'entreprises classiques augmentent légèrement (+0,3 %), et les immatriculations de microentrepreneurs se replient (-0,4 %).

5 « Auto-entrepreneurs immatriculés en 2014 : trois ans après, 36 % sont actifs », Insee Première, n°1765, juillet 2019.

### Graphique 3 – Évolutions des créations d'entreprises – en milliers



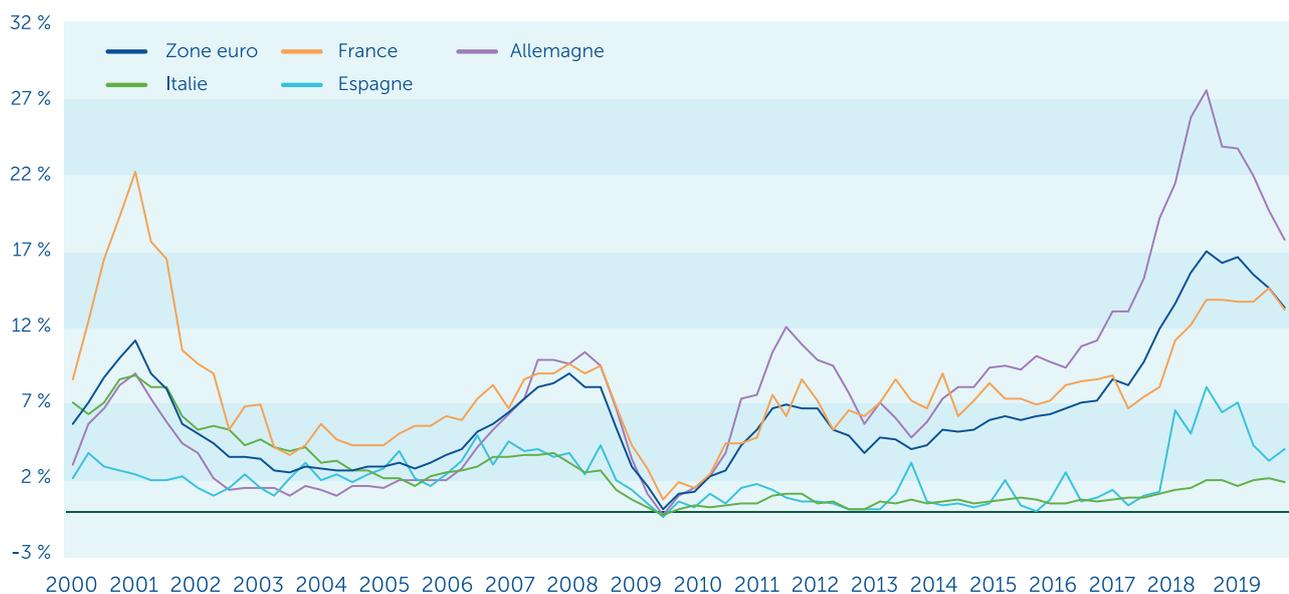
Champ : France.  
Source : Insee, Sirene – Données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables.

En France, le climat des affaires s'est également détérioré dans l'industrie depuis le début d'année, alors qu'il se maintient bien au-dessus de sa moyenne de long terme dans le bâtiment et, dans une moindre mesure, dans le secteur des services. Toutefois, la situation du secteur industriel ne semble pas aussi préoccupante qu'en Allemagne. En premier lieu, la production dans l'industrie continue de progresser au 2<sup>e</sup> trimestre (+1,6 % par rapport au même trimestre de l'année précédente). Par ailleurs, au mois d'août, l'indicateur de retournement dans l'industrie se situe dans la zone indiquant un climat conjoncturel favorable<sup>8</sup>, comme pour les autres secteurs d'activité.

Enfin, malgré une révision à la baisse des perspectives d'investissements pour l'année 2019 (-5 points par rapport au trimestre précédent), ces dernières restent en hausse (+6 % en 2019, après +2 % en 2018).

Dans ce contexte de ralentissement de l'activité en Europe, les tensions pesant sur la production – en particulier celles liées à la disponibilité de la main-d'œuvre, qui se situaient à des niveaux très élevés depuis début 2018 – semblent avoir atteint un palier et commencent à refluer légèrement, en France comme dans l'ensemble de la zone euro.

### Graphique 5 – Facteurs limitant la production dans l'industrie : la main-d'œuvre – soldes d'opinion en %



Source : DG-ECFIN.

6 En Allemagne, les exportations représentent 47,0 % du PIB fin 2018, alors qu'elles n'en représentent que 31,3 % en France.

7 L'indicateur de confiance dans l'industrie synthétise plusieurs questions auprès des industriels, portant en particulier sur leur activité passée et à venir ainsi que sur leurs carnets de commandes.

8 L'indicateur de retournement conjoncturel, calculé chaque mois par l'Insee, permet de détecter le plus tôt possible le moment où la conjoncture se retourne.

# 4 Le taux de chômage continue de refluer en France, mais le taux d'activité stagne

Au 2<sup>e</sup> trimestre, le taux de chômage recule de 0,2 point en France pour se situer à 8,5 % - son niveau le plus bas depuis le début 2009 - de 2 points inférieur à son point le plus haut en 2015. La baisse du taux de chômage est particulièrement marquée ce trimestre chez les jeunes

actifs de 15 à 24 ans, notamment les jeunes hommes. Le recul du taux de chômage s'accompagne d'une baisse du taux de chômage de longue durée qui se situe à 3,2 % au 2<sup>e</sup> trimestre, poursuivant ainsi sa baisse tendancielle enclenchée depuis la fin 2016.

**Graphique 6 – Taux de chômage au sens du BIT – en %**



Champ : France hors Mayotte pour le taux de chômage et France métropolitaine pour le taux de chômage de longue durée, population des ménages, personnes de 15 ou plus.  
Source : Insee, enquête Emploi – Données corrigées des variations saisonnières en moyenne trimestrielle.

En revanche, les indicateurs d'activité et d'emploi, qui avaient progressé de façon quasi continue depuis plusieurs années pour atteindre des niveaux historiquement élevés, se stabilisent ce trimestre. Le taux d'emploi reste ce trimestre à 66,0 % (-0,1 point), après quatre années de progression quasi ininterrompue. Le taux d'activité recule quant à lui légèrement ce trimestre pour se situer à 72,0 % (-0,2 point), principalement du fait de la baisse de l'indicateur chez les jeunes de 15 à 24 ans (-0,6 point). La baisse concomitante du taux d'activité des jeunes et de leur taux de chômage semble résulter en grande partie de phénomènes de transitions inédites vers le halo<sup>9</sup>, qu'il convient de relativiser compte tenu de la forte variabilité de cet indicateur au trimestre le trimestre<sup>10</sup>.

Par type de contrat, la structure des emplois reste stable ce trimestre, avec un taux d'emploi en CDD ou intérim à 7,6 %. Cette stabilité interrompt une année de baisse du taux d'emploi en contrat à durée limitée (-0,3 point entre fin 2017 et début 2019) et pourrait être liée en partie à la reprise des embauches en contrats courts au 2<sup>e</sup> trimestre telle que reflétée par les déclarations préalables à l'embauche (DPAE). Les CDD de moins d'un mois repartent en effet à la hausse à +3,5 % ce trimestre en glissement annuel (après -0,4 % le trimestre précédent), tandis que les embauches en CDI ralentissent (+2,9 %, après +5,1 %) et celles en CDD de plus d'un mois reculent (-1,1 %).

**Graphique 7 – Déclarations préalables à l'embauche par type de contrat – glissements annuels en %**



Champ : France hors Mayotte.  
Source : AcoSS – Données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables.

<sup>9</sup> Au 2<sup>e</sup> trimestre 2019, le halo augmente de 63 000 personnes, après avoir nettement reculé au 1<sup>er</sup> trimestre (-84 000).

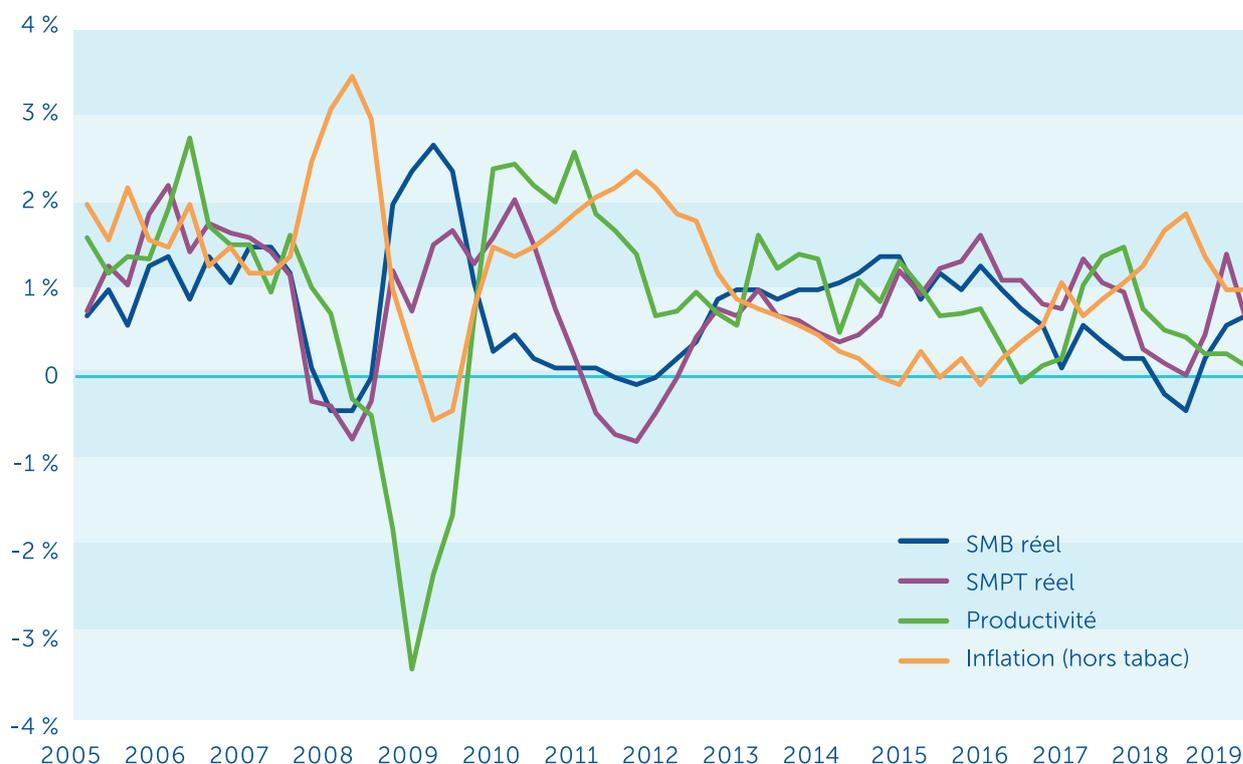
<sup>10</sup> Les résultats des prochains trimestres sont en effet susceptibles de réviser ce diagnostic, portant sur une population (les plus jeunes) sur laquelle ces indicateurs présentent des évolutions plus erratiques que chez les autres classes d'âge dans l'enquête Emploi.

# 5 Les salaires poursuivent leur hausse progressive, freinée par de faibles gains de productivité

La lente progression du salaire mensuel de base (SMB) nominal se poursuit ce trimestre au rythme de +1,7 % en glissement annuel, après +1,6 % le trimestre précédent, poursuivant la lente hausse observée depuis 2017. La stabilité de l'inflation ce trimestre joue alors en faveur du pouvoir d'achat : le SMB réel est en hausse de 0,7 %, après +0,6 %. La hausse contenue des salaires depuis 2018, alors que les difficultés de recrutement sont à des niveaux élevés, est en partie le reflet de la faiblesse des gains de productivité sur la période.

Le salaire moyen par tête (SMPT) qui inclut notamment les primes et reflète la structure de l'emploi, ralentit quant à lui nettement ce trimestre à +1,7 %, après la forte progression du 1<sup>er</sup> trimestre (+2,4 %) qui était liée à la prime exceptionnelle de fin d'année, versée par les entreprises dans le cadre de la loi Mesures d'urgence économiques et sociales (MUES). Compte tenu de l'inflation, le SMPT progresse de 0,7 %, après +1,4 %. Outre l'extinction de l'effet de cette prime, ce ralentissement pourrait être lié à une légère déformation de la structure de l'emploi en faveur d'emplois de moindre qualité à faible productivité. La proportion toujours élevée des embauches en contrat court (cf. infra), avec des niveaux de rémunération généralement faibles, est susceptible de contribuer à ce phénomène.

**Graphique 8 – Évolutions du salaire mensuel de base (SMB), du salaire moyen par tête (SMPT), de la productivité apparente du travail et de l'inflation – glissements annuels en %**



Sources : Dares, Acemo pour le SMB ; Insee, indice des prix et Comptes trimestriels.

## Le marché du travail en France : bilan des deux dernières années et perspectives

Entre mi-2017 et mi-2019, l'emploi a été très dynamique. Sa croissance est restée forte même si le produit intérieur brut (PIB) a légèrement ralenti en 2018, et malgré la baisse sensible des emplois aidés fin 2017 et début 2018. Les gains de productivité ont ainsi continué de se replier. Cette phase d'accélération de l'économie française s'est accompagnée d'un regain de tensions sur le marché du travail, et notamment des difficultés de recrutement qui atteignent des niveaux élevés en 2018. Cette situation, généralisée à l'ensemble de la zone euro, ne s'est toutefois pas traduite par une accélération des salaires en France. Ces derniers, malgré une tendance à la hausse progressive depuis 2017, semblent freinés par la faiblesse des gains de productivité. Dans ce contexte, le taux de chômage a baissé pour se situer mi-2019 à

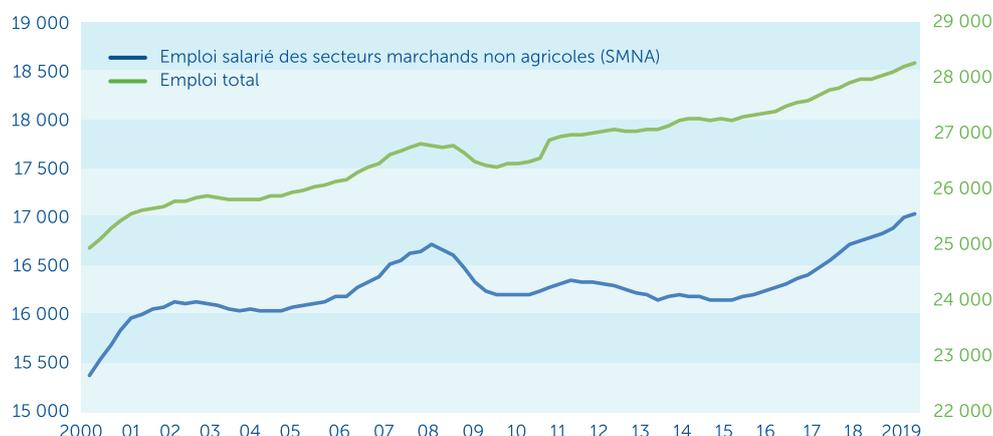
son niveau le plus bas depuis début 2009. Dans le même temps, le taux d'emploi a augmenté pour atteindre son plus haut niveau historique, sous l'effet notamment de la hausse de la participation au marché du travail des seniors. Cette hausse n'a cependant pas encore bénéficié à l'ensemble de la population : le taux d'emploi n'a pas augmenté pour les peu diplômés. En revanche, cette période a été marquée par une nette amélioration de la qualité des emplois : les embauches en contrats à durée indéterminée ont nettement augmenté et le sous-emploi est en net repli. Les perspectives en matière de créations d'emplois restent favorables, avec des politiques de l'emploi qui cherchent à réduire le chômage structurel, tout en étant sujettes à de nombreux aléas, en particulier internationaux.

### Au cours des deux dernières années, l'emploi a été très dynamique

Entre la fin du 2<sup>e</sup> trimestre 2017 et la fin du 2<sup>e</sup> trimestre 2019, l'emploi salarié des secteurs marchands non agricoles (SMNA) a augmenté de 473 000 postes, soit une nette accélération par rapport aux deux années précédentes de reprise post-crise (mi-2015 à mi-2017, avec +380 000 postes). Cette hausse a été principalement portée par le secteur tertiaire marchand qui a créé 379 000 emplois entre mi-2017 et mi-2019, suivi de loin par le secteur de la construction dont les effectifs ont progressé de 67 000 et enfin par l'industrie (+28 000).

Après avoir atteint un niveau historiquement élevé à la fin 2017, les effectifs intérimaires ont reculé tout au long de 2018 pour se stabiliser à haut niveau en 2019 (794 000 au 2<sup>e</sup> trimestre, soit +42 000 sur l'ensemble de la période). De son côté, l'emploi salarié non marchand a reculé légèrement (-10 000) en raison de la baisse sensible des emplois aidés (-202 000) concentrée essentiellement durant le 2<sup>nd</sup> semestre 2017 et le 1<sup>er</sup> semestre 2018, alors que les emplois non marchands non aidés ont nettement progressé (+192 000). Au total, durant ces deux dernières années, l'emploi total a progressé de 511 000 postes.

Graphique 1 : Évolutions de l'emploi – en milliers



Source : Dares d'après l'Insee et l'Acoss.

Dans le même temps, la croissance du produit intérieur brut (PIB) a été soutenue en 2017 (+2,4 % en moyenne sur l'année, soit 0,7 % en moyenne trimestrielle), alors qu'elle se situait plutôt à +1,0 % les trois années précédentes. La croissance a ensuite ralenti en 2018 (+1,7 %, soit +0,3 % en moyenne trimestrielle), puis se maintient en 2019 (+0,3 % au 1<sup>er</sup> comme au 2<sup>e</sup> trimestre). Ce ralentissement de l'activité est toutefois un phénomène partagé en Europe : en zone euro, le PIB a progressé de +2,4 % en 2017 et de +1,9 % en 2018. En France, au regard de ce récent ralentissement de l'activité, les créations nettes d'emplois s'avèrent relativement dynamiques, contribuant à l'enrichissement de la croissance en emploi.

## Graphique 2 : Évolutions du PIB en volume et de l'emploi total



Source : Dares d'après Insee, Acoss.

Alors que la productivité apparente du travail progressait sur un rythme évoluant tendanciellement autour de 0,9 % après la sortie de crise (entre 2011 et 2017), enregistrant même un rebond en 2017 (+1,5 % au 4<sup>e</sup> trimestre 2017 en glissement annuel), elle ne cesse de ralentir depuis, les gains enregistrés étant quasi nuls au 2<sup>e</sup> trimestre 2019 (+0,1 %).

## Graphique 3 : Productivité apparente du travail – glissement annuel en %



Source : Dares d'après l'Insee, Comptes trimestriels et estimation Emploi.

## Les difficultés de recrutement ont augmenté sensiblement en 2017, sans se concrétiser par une accélération des salaires

En lien avec l'embellie conjoncturelle qui se dessine depuis mi-2015 et notamment l'accélération sensible des créations d'emplois en 2017, des tensions sur l'appareil de production sont apparues en France, en particulier sur la disponibilité de la main-d'œuvre. Les enquêtes de conjoncture réalisées auprès des entreprises témoignent en effet d'une nette progression des difficultés de recrutement rencontrées par les entreprises en 2017,

quel que soit le secteur d'activité, pour se situer à des niveaux élevés en 2018, comparables à ceux atteints durant la période de pré-crise de 2008.

Cette situation n'est toutefois pas spécifique à la France. La forte augmentation des tensions liées au manque de main-d'œuvre disponible s'observe dans l'ensemble de la zone euro, en particulier en Allemagne, qui affiche en revanche un taux de chômage bien inférieur à celui de la France.

## Graphique 4 : Difficultés de recrutement par secteur – soldes d'opinion en %



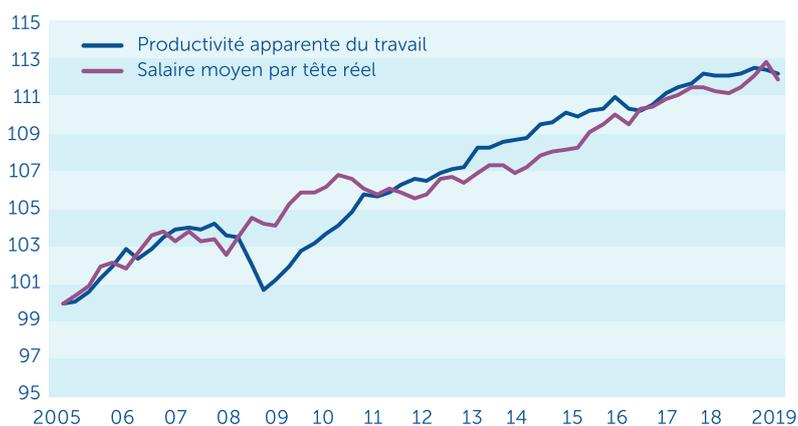
Source : Insee, enquêtes de conjoncture.

En France, la montée de ces tensions ne s'est pourtant pas traduite par une nette accélération des salaires. Ce phénomène n'est cependant pas propre à la France et se vérifie aussi chez ses principaux partenaires européens – excepté l'Allemagne où, après une longue période de modération salariale, les rémunérations accélèrent significativement ces dernières années. En France, après avoir continûment décéléré depuis la grande récession, puis stagné de 2015 à 2017, les salaires de base nominaux affichent depuis une légère accélération (+1,5 % en glissement annuel moyen entre mi-2017 et mi-2019), un rythme toutefois bien inférieur à celui d'avant-crise (+2,8 % en glissement annuel moyen entre 2005 et 2008). Après plusieurs années de baisse entre 2012 et 2016, le regain d'inflation en 2017 puis sur une partie de l'année 2018 (avec un pic atteint au 3<sup>e</sup> trimestre à +1,9 % en glissement annuel) s'est ainsi traduit par une stagnation, voire un recul des salaires de base en termes réels jusqu'à la fin de 2018 (-0,4 % en glissement annuel au 3<sup>e</sup> trimestre 2018 contre +1,3 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2016) ; en 2019, l'inflation ralentit (+1,0 % en glissement annuel aux 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> trimestres), soutenant l'évolution du pouvoir d'achat du salaire de base (+0,7 % en glissement annuel au 2<sup>e</sup> trimestre).

Le salaire moyen par tête (SMPT), qui intègre les primes et reflète la structure de l'emploi, évolue en nominal à un rythme à peine plus élevé que celui des salaires de base depuis la crise (+1,8 % en glissement annuel moyen depuis 2010), enregistrant toutefois un rebond temporaire début 2019, en lien avec le versement de la prime exceptionnelle (« prime Macron »)<sup>1</sup>. Compte-tenu de l'inflation, l'évolution du pouvoir d'achat du SMPT – après avoir fléchi en 2017 et 2018, avec un point bas au 3<sup>e</sup> trimestre (+0,0 % en glissement annuel contre +1,6 % deux ans avant) – se redresse en 2019 (+0,7 % en glissement annuel au 2<sup>e</sup> trimestre).

Cette évolution modeste des salaires, alors que le taux de chômage recule tendanciellement depuis 2015 et que les difficultés de recrutement atteignent des niveaux élevés, est attribuable en partie à la faiblesse des gains de la productivité du travail. Elle reflète aussi la structure des tensions sur le marché du travail, dont le renforcement semble en grande partie lié à un taux de rotation des emplois très important dans certains secteurs d'activité très intensifs en main-d'œuvre peu qualifiée, comme le secteur du bâtiment, les services aux particuliers ou l'hôtellerie et la restauration<sup>2</sup>.

## Graphique 5 : Évolution des salaires et de la productivité du travail du secteur marchand non agricole – indice base 100 = 2010 T1



Source : Insee, comptes nationaux et indice des prix. Calculs Dares.

## Le taux de chômage poursuit sa baisse enclenchée mi-2015, atteignant mi-2019 son plus bas niveau depuis 10 ans

Sur les deux dernières années, le taux de chômage a reculé d'un point pour se situer à 8,5 % en France au 2<sup>e</sup> trimestre 2019, son niveau le plus bas depuis la crise. Il avait déjà baissé d'un point durant les deux années précédentes (-1,0 point entre le point haut du 2<sup>e</sup> trimestre 2015 et le 2<sup>e</sup> trimestre 2017). Ce repli, s'il fait suite en grande partie à l'embellie conjoncturelle, traduit aussi probablement une baisse de la composante structurelle du taux de chômage, en lien avec les effets des réformes entreprises ces dernières années sur le marché du travail, notamment la poursuite des baisses du coût du travail. La baisse du taux de chômage s'avère cependant modérée au regard de ses partenaires européens : en zone euro, le taux de chômage a reculé en moyenne de 1,6 point depuis mi-2017, du fait notamment de l'Espagne, où il avait connu une hausse beaucoup plus forte pendant la crise. Le taux de chômage en France reste mi-2019 supérieur à la moyenne de la zone euro.

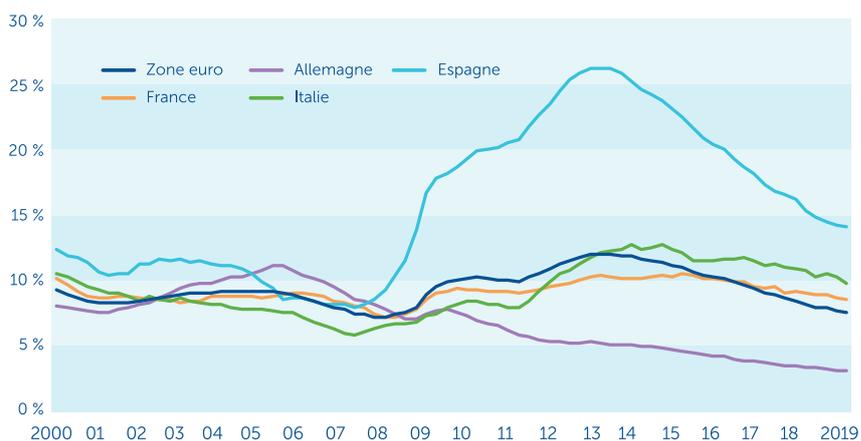
<sup>1</sup> L'accélération du salaire par tête est en grande partie lié à l'effet du versement de la prime exceptionnelle de fin d'année dans le cadre de la loi MUES.

<sup>2</sup> Voir Focus Tensions des RDV de Grenelle du 3<sup>e</sup> trimestre 2018.

<sup>3</sup> Dernière donnée disponible.

## Graphique 6 : Taux de chômage harmonisé en zone euro – en %

Le recul du taux de chômage s'est accompagné d'une baisse marquée du taux de chômage de longue durée : depuis le point haut enregistré au 4<sup>e</sup> trimestre 2016 (4,3 %), le taux de chômage de plus d'un an a reculé continuellement pour se situer à 3,2 % au 2<sup>e</sup> trimestre 2019 (-0,8 point entre la fin du 2<sup>e</sup> trimestre 2017 et la fin du 2<sup>e</sup> trimestre 2019). En zone euro, la baisse du taux de chômage de longue durée s'avère également très prononcée (-1,0 point entre le 2<sup>e</sup> trimestre 2017 et le 1<sup>er</sup> trimestre 2019, à 3,5 %<sup>3</sup>).



Source : Eurostat.

## Le taux d'emploi a atteint un point haut historique, même si les taux d'emplois restent très hétérogènes par niveau de diplôme

Dans le même temps, le taux d'emploi a progressé (+ 0,6 point depuis la mi-2017) pour s'établir à 66,0 % au 2<sup>e</sup> trimestre 2019, se maintenant autour de son point haut historique atteint fin 2018 (66,1 %). Cette progression concerne toutes les tranches d'âge, en particulier les jeunes de 15 à 24 ans (+ 1,4 point) et les seniors de 55 à 64 ans (+ 1,2 point). Malgré ce « rattrapage », le taux d'emploi de ces deux classes d'âge reste nettement plus faible en France que dans la plupart des pays européens, notamment pour les seniors. Selon Eurostat, au 1<sup>er</sup> trimestre 2019<sup>4</sup>, le taux d'emploi des 55-64 ans était de 52,3 % en France contre 59,2 % sur l'ensemble de la zone euro.

## Graphique 7 : Taux d'emploi au sens du BIT – en %

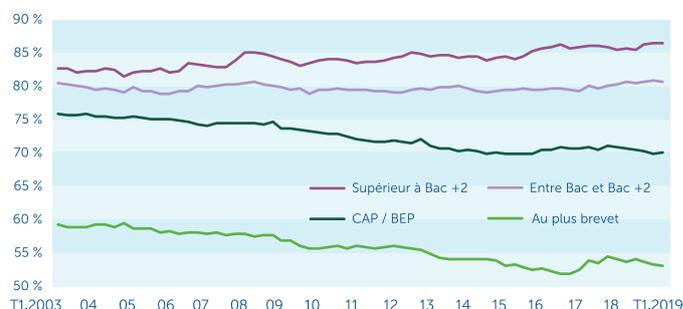


Source : Insee – enquête Emploi. France métropolitaine, personnes de 15 à 64 ans.

Par niveau de diplôme, la situation est en revanche plus hétérogène<sup>5</sup>. Alors que le taux d'emploi continue à s'améliorer entre mi-2017 et mi-2019 pour les plus diplômés de 25 à 64 ans (+0,4 point pour les personnes de niveau d'étude supérieur à Bac+2 et +0,7 point pour celles de niveau d'étude compris entre Bac et Bac+2), il continue

à être moins bien orienté pour les personnes les moins diplômées. Si la baisse continue des taux d'emploi enregistrés par ces derniers depuis la crise semblait s'être interrompue entre 2016 et 2017, une nouvelle baisse est perceptible sur les tous derniers trimestres. Depuis mi-2017, le taux d'emploi diminue ainsi de 0,9 point pour les titulaires d'un BEP, CAP ou autre diplôme équivalent et de 0,7 point pour les personnes non diplômées ou uniquement titulaire d'un brevet des collèges.

## Graphique 8 : Taux d'emploi en fonction du niveau de diplôme – en %



Source : Insee – enquête Emploi. France métropolitaine, personnes de 25 à 64 ans.

Si ces résultats inquiétants vis-à-vis du taux d'emploi des moins diplômés peuvent être en partie relativisés par le fait que la proportion des personnes concernées ne cesse de se réduire (19 % des 25-64 ans ont un niveau d'étude au plus égal au brevet des collèges début 2019, contre 35 % en 2003), cette situation n'en demeure pas moins atypique en Europe. D'après Eurostat, le taux d'emploi des personnes les moins diplômées<sup>6</sup> se redresse pour les principaux autres pays de la zone euro depuis 2013. Depuis 2015, le taux d'emploi des moins diplômés en zone euro est ainsi significativement supérieur à celui enregistré pour la France. À l'inverse, l'évolution favorable du taux d'emploi des personnes ayant étudié dans l'enseignement supérieur en France est comparable ces dernières années à celle de ses partenaires européens.

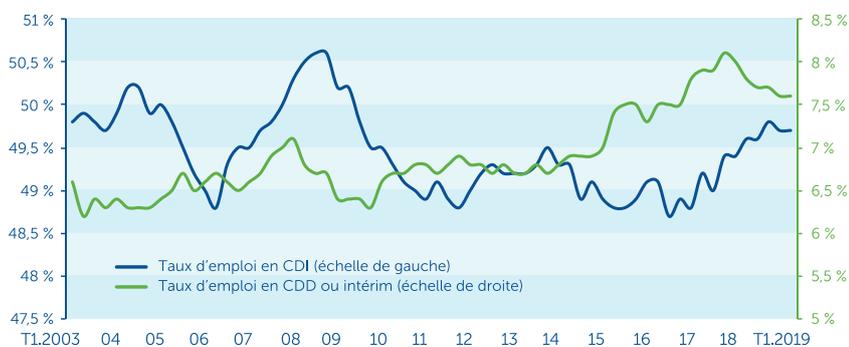
4 Dernières données disponibles.

5 Voir « Le taux d'emploi des 25-64 ans », Focus RDV de Grenelle du 3<sup>e</sup> trimestre 2017.

6 Personne qui possède un niveau d'étude inférieur à l'enseignement primaire, ou correspondant à l'enseignement primaire ou au premier cycle de l'enseignement secondaire (niveaux 0-2).

En termes de qualité de l'emploi, le taux d'emploi en contrat à durée indéterminée (CDI) des 15-64 ans progresse depuis 2017 pour atteindre un palier à 49,7 % au 2<sup>e</sup> trimestre 2019. À l'inverse, après avoir atteint un point haut historique au 4<sup>e</sup> trimestre 2017 (8,1 %) faisant suite à 4 années d'augmentation continue, le taux d'emploi en contrat à durée déterminée (CDD) ou en intérim de façon pour s'établir à 7,6 % au 2<sup>e</sup> trimestre 2019. Cette amélioration se retrouve du côté des embauches. Les déclarations préalables d'embauche (DPAE) confirment ainsi la nette accélération des flux d'embauches en CDI depuis 2017, ces dernières - après une année 2018 record avec plus de 4 millions de CDI signés - atteignant un point historiquement haut au 1<sup>er</sup> trimestre 2019 (1,05 millions d'embauches prévisionnelles en CDI). La part des personnes en situation de sous-emploi (souhaitant travailler plus d'heures et disponibles pour le faire) est, parallèlement, en net repli depuis (5,2 % mi-2019 contre 6,7 % trois ans auparavant).

### Graphique 9 : Taux d'emploi en CDI et en CDD ou intérim depuis 2003 - en %



Source : Insee - enquête Emploi. France métropolitaine, personnes de 15 à 64 ans.

### D'ici fin 2020, les créations nettes d'emploi se poursuivraient mais à un rythme moins soutenu

D'après l'Insee<sup>7</sup>, le PIB continuerait de croître au cours du 2<sup>nd</sup> semestre 2019 au même rythme que sur le début 2019 (+0,3 % chaque trimestre). La croissance annuelle moyenne se situerait ainsi selon l'Insee à +1,3 % sur l'ensemble de l'année 2019.

Dans ce contexte, l'emploi salarié marchand non agricole (SMNA) ralentirait légèrement au second semestre mais la hausse sur l'ensemble de l'année serait plus importante que durant l'année 2018 (environ +200 000 sur l'ensemble de l'année 2019 toujours selon l'Insee, après +170 000 en 2018). L'emploi non marchand repartirait quant à lui à la hausse cette année en raison du dynamisme de l'emploi non marchand non aidé qui s'observe déjà depuis 2017, et d'une moindre baisse des emplois non marchands aidés.

L'emploi total ralentirait ainsi au second semestre mais progresserait sur l'ensemble de l'année 2019 à un rythme plus soutenu qu'en 2018 (de l'ordre de +250 000).

En 2020, si l'activité continue à progresser au même rythme, et sous l'hypothèse de gains de productivité qui se redresseraient légèrement pour se rapprocher de leur niveau tendanciel, l'emploi SMNA devrait continuer à progresser mais à un rythme moins soutenu qu'en 2019. Compte-tenu du moindre dynamisme de la population active que de l'emploi<sup>8</sup>, le taux de chômage devrait poursuivre son lent reflux sur les prochains trimestres. Il se situerait d'après l'Insee à 8,2 % de la population active en France en fin d'année 2019, soit un peu moins de 200 000 chômeurs en moins par rapport à la fin 2018 (-0,6 point), et devrait continuer de décroître dans les mêmes proportions en 2020.

Les principaux aléas de ces perspectives relèvent en premier lieu de l'environnement international. Les tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine pourraient peser sur les échanges commerciaux et donc la demande mondiale. D'autre part, le ralentissement conjoncturel des principales économies mondiales (Chine, Etats-Unis, Allemagne, notamment) constitue un risque majeur de contagion pour l'économie française. Enfin, le Brexit, si aucun accord n'est trouvé d'ici fin octobre, pourrait également peser sur les économies de l'Union européenne, en particulier la France du fait des échanges commerciaux importants entre ces deux partenaires.

Au niveau national, des aléas favorables méritent à l'inverse d'être soulignés. Le rebond de la consommation des ménages en juillet pourrait signifier que les gains de pouvoir d'achat suite aux mesures prises après les mouvements sociaux de 2018 commencent à être consommés, même si cette tendance reste à confirmer pour savoir si l'impact de court terme sur la croissance sera significatif. L'investissement des entreprises françaises, très dynamique depuis la crise notamment en raison de conditions de financement favorables, pourrait améliorer le potentiel de croissance de l'économie s'il se maintenait sur cette trajectoire. Les réformes structurelles du marché du travail mises en œuvre sur la période récente (ordonnances, investissements dans les compétences, réformes de l'apprentissage et de l'assurance chômage), qui ont quant à elles vocation à faire baisser le chômage structurel à moyen-long terme - notamment chez les jeunes et les moins qualifiés - pourraient conduire à une baisse plus marquée ou plus rapide du chômage. Parallèlement, en l'absence d'un redressement des gains de productivité qui sont actuellement très bas, l'emploi pourrait davantage accélérer que prévu à court terme; toutefois à plus long terme, le potentiel de croissance de l'économie française en serait réduit.

<sup>7</sup> Prévisions de l'Insee (note de conjoncture de juin) pour 2019.

<sup>8</sup> Selon l'Insee, la population active tendancielle augmentait de 83 000 en 2018, puis de 70 000 en 2019 et 60 000 en 2020.